



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer**

**Service eau et nature**

**Guichet unique de l'eau**

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION N° 010-23 du 03/02/2023  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX**

**CONCERNANT le remplacement et la création de forages agricoles**

**COMMUNE DE CAZALIS**

**AIOT n°0100013564**

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;  
VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;  
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne pour 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;  
VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion du Bassin de la Leyre et des milieux associés révisé le 13 février 2013 ;  
VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion du CIRON approuvé le 31 juillet 2014 ;  
VU l'arrêté préfectoral n°E2005/14 du 28 février 2005 constatant la liste des communes incluses dans les zones de répartition des eaux ;  
VU le **dossier de déclaration** déposé au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement considéré complet en date du **01 février 2023**, présenté par **la SCEA GOUIL DU CAN** enregistré sous l'**AIOT n°0100013564** et relatif au remplacement du **forage 15** et à la création des **forages 12 et 14 pour l'irrigation agricole** ;

CONSIDERANT que le projet est destiné à l'irrigation;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec la réglementation en vigueur sus-citée ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**SCEA GOUIL DU CAN**

SIRET : 388 494 536 000 21

Domicilié(e) : 1 bis route du Gouil du Can - 3313 Cazalis

**concernant le remplacement de forage en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent des eaux souterraines aux fins d'irrigation de ses cultures** à partir des installations dont la localisation, les caractéristiques sont visées dans le tableau ci-après.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. La rubrique du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Volume de l'opération	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).		Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié

Commune	N° Forage	Parcelle	Nappe Aquifère Unité de Gestion	Prof m	Débit m³/h	Volume m³/an
CAZALIS	12	E 1081	PLIOQUATERNAIRE	20	Arrêté Préfectoral n°6 du 27 juillet 2009	
CAZALIS	14	E 1081	PLIOQUATERNAIRE	20		
CAZALIS	15	E 1081	PLIOQUATERNAIRE	20		

#### **AVIS IMPORTANT :**

→ Le déclarant est informé qu'il devra respecter son dossier de déclaration ainsi que les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 consultable à l'adresse suivante :

<https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-110903-portant-application-decret-ndeg-96-102-2-fevrier-1996-fixant-3>

→ Il appartient au déclarant de respecter le volume global autorisé par Arrêté Préfectoral n°6 du 27 juillet 2009, pour l'ensemble de ses forages, y compris ceux faisant l'objet du présent récépissé. Au-delà de ce volume global autorisé, une nouvelle demande de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 1120 de la nomenclature "eau" du code de l'environnement (R. 214-1) doit être effectuée.

**De même, tout changement d'usage de l'ouvrage doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du Préfet, qui pourra exiger une nouvelle déclaration.**

#### **RAPPEL :**

→ La tête du forage est équipée d'un système de protection évitant les gestes de malveillance et l'intrusion des eaux de surface ou substances polluantes issues notamment des fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage (capot cadénassé, margelle en ciment, bac de rétention...).

→ L'ouvrage est **obligatoirement** équipé d'un moyen des mesures de prélèvement (compteur).

Au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année N+1, le pétitionnaire transmet le volume annuel prélevé de l'année N en m<sup>3</sup>/an au service police de l'eau de la DDTM33 par courriel ([ddtm-sner@gironde.gouv.fr](mailto:ddtm-sner@gironde.gouv.fr))

→ L'ouvrage est identifié par une plaque mentionnant le numéro de l'indice BSS.

Le présent projet est situé en deçà des seuils fixés à l'annexe de l'article R.122-2 et la déclaration constitue la première demande déposée auprès d'une autorité administrative.

Conformément à l'article R.122-2-1 du code de l'environnement et au vu des éléments du dossier, le projet n'étant pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine au regard des critères énumérés à l'annexe de l'article R.122-3-1, la procédure d'examen au cas par cas n'est pas activée.

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.**

Copies de la déclaration, de ce récépissé ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées sont adressées à la mairie de la commune de Cazalis où cette opération doit être réalisée. Le récépissé ainsi que, le cas échéant, les prescriptions spécifiques imposées sont affichées et mis à disposition à la mairie pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents et décisions sont également communiqués à la Commission Locale de l'Eau du Bassin de la Leyre et des milieux associés, ainsi qu'à celle du Ciron pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture de la Gironde durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de **CAZALIS**, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la réalisation de l'ouvrage et la mise en service de l'installation, doivent intervenir dans un délai de trois ans à compter de la date de du présent récépissé, à défaut de quoi la présente déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration. La déclaration prévue à l'alinéa précédent est soumise aux mêmes formalités que la déclaration initiale.

En application de l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité...

En application de l'article R.214-45 modifié du Code de l'Environnement, « *La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration d'un ouvrage ou d'une installation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux ans, il est fait application des dispositions de l'article R. 214-48... ».*

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Pour le Préfet de la Gironde, et par délégation,  
Pour le Directeur départemental des territoires  
et de la mer, et par délégation,  
Le chef de la cellule gestion quantitative de l'eau**



**Ludovic MARTIN**

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).